



ENCORE PLUS DE PERSONNES À LA RUE ? L'INQUIÉTUDE DES ASSOCIATIONS

Le Collectif ALERTE PACA s'indigne des récentes communications des services de l'Etat sur la prise en charge des personnes sans-abri. En effet, un grand nombre de places d'hébergement pourrait être supprimé en région PACA, comme partout ailleurs en France, tel que le soulignait [l'interpellation du Collectif des Associations Unies](#). Il aurait été souhaitable que cette baisse soit la conséquence d'un accès au logement pour les plus vulnérables de notre société, cependant, des raisons strictement budgétaires seraient à l'origine de cette décision. Rappelons que la région PACA est la troisième région la plus pauvre de France et les constats du nombre de femmes et d'enfants à la rue sont alarmants. A Marseille comme à Nice, les associations et collectifs du secteur social témoignent d'une aggravation de la situation des personnes sans domicile : chaque soir des milliers de personnes dorment à la rue.

Nous nous associons pleinement aux inquiétudes portées par le CAU :

« A la veille des vacances scolaires, alors que l'été est souvent marqué par une augmentation des expulsions et des remises à la rue de familles hébergées, la situation est déjà très inquiétante : plus de 1 800 enfants sont sans solution chaque soir faute de réponse possible par le 115, la production de HLM s'effondre, et les expulsions locatives ont atteint un niveau record, 17 500 en 2022, alors que la loi « Kasbarian » n'a pas encore produit ses effets négatifs.

Nous craignons qu'une baisse du niveau de places d'hébergement soit de nouveau à l'ordre du jour du Projet de Loi de Finances 2024. Au niveau local, des suppressions de places sont déjà en cours (au moins 6 000 places d'hébergement sont menacées), alors que les besoins, eux, ne faiblissent pas. Au vu des retours de terrain des sas de « desserrement » de l'Île-de-France, censés faciliter l'étude des situations en région, nous constatons que le dispositif est voué à déplacer le problème en dehors de l'Île-de-France s'il n'est pas accompagné d'une création significative de places. C'est dans ce contexte que s'inscrivait le CNR logement, qui a été une nouvelle occasion manquée d'apporter des réponses concrètes aux victimes de la crise du logement. »

Le Collectif ALERTE PACA demande à l'Etat de maintenir, si ce n'est de renforcer, les places d'hébergement d'urgence ainsi que les budgets consacrés aux solidarités, notamment celles envers les personnes les plus vulnérables d'entre nous.

Contact presse

- Lisa Tchiboukdjian, URIOPSS PACA Corse, 04 96 11 02 34, l.tchiboukdjian@uriopss-pacac.fr
- Francis Vernede, Fondation Abbé Pierre, 06 15 36 02 24, provence.alpes.cote.dazur@fap.fr
- Nicolas Erisson, FAS PACA Corse, 06 52 64 54 37, nicolas.erisson@federationsolidarite.org

Le Collectif ALERTE PACA rassemble de nombreux acteurs de la lutte contre la précarité en région PACA dont l'Association des Usagers de la PADA, ATD Quart Monde PACA, La Cloche Sud, la Cimade Marseille, le Collectif 59 St Just, le Comité régional de la Ligue des droits de l'Homme, la FAS PACA Corse, la Fondation Abbé Pierre, Habitat Alternatif Social, JUST, Médecins du Monde PACA, Nouvelle Aube, Paroles Vives, la PASS de ville Marseille, les Petits Frères des Pauvres, Prospectives et Coopération, le Réseau Hospitalité, le Réseau Santé Marseille Sud, RUSF13, le Secours Catholique, le Secrétariat Social de Marseille et l'URIOPSS PACA Corse.